Aujourd'hui en France, 12 septembre 2012

Le sparadrap Benalla

Alors que les auditions de la commission d'enquête reprennent au Sénat, Emmanuel Macron continue de pâtir des effets de l'affaire… même s'il veut croire que le pire est passé.

PAR PAULINE THÉVENIAUD

COMME PROMIS avant la pause estivale, la commission d'enquête sénatoriale sur l'affaire Benalla entend jouer les prolongations façon été indien. Avec, confie Jean-Pierre Sueur (PS), l'un de ses rapporteurs, la ferme intention de « poursuivre imperturbablement la quête de la vérité, l'analyse des dysfonctionnements ». Et ce, après s'être heurté à « beaucoup de contradictions, de non-dits, de silences », ajoute le sénateur du Loiret. Le feuilleton Benalla reprend donc ce mercredi, avec, entre autres, l'audition de François-Xavier Lauch, le chef de cabinet du président de la République. Les sénateurs tiennent en outre mordicus à entendre Alexandre Benalla lui-même *(lire ci-dessous)*. Potentiellement explosif.

UNE AFFAIRE QUI A TOUCHÉ LA MACRONIE AU CŒUR

« Il a été sanctionné par l'Elysée dès le lendemain. Il n'a pas été protégé, a martelé Emmanuel Macron, pris à partie par un passant vendredi à Marseille. On n'a rien caché. Il n'y a pas eu obstruction de la justice. » Voilà pour la réaction officielle. Et en coulisses ? « Cela n'inquiète pas, cela agace, confie un conseiller du gouvernement. Là-haut, on s'en passerait bien. Nous sommes dans une logique de faire une rentrée sociale, cela parasite. »

Au sein de la majorité, on cherche à se rassurer en estimant que « les Français sont plutôt préoccupés par la rentrée des classes, les impôts », qu'il n'y a « plus d'appétence pour ce sujet », ni « de grands rebondissements à attendre ». Qu'« avec les contraintes liées à l'enquête en cours, le contenu va être déceptif pour les téléspectateurs ». Terminés les records d'audience pour les retransmissions en direct des auditions ? Certes, juge Bruno Cautrès, chercheur CNRS au Cevipof, le plus gros de la tempête est passé. Mais « les dégâts sont faits et ils sont plus importants que ce que l'entourage présidentiel dit ».

Et pas seulement parce que cette affaire a touché la macronie au cœur, braquant les projecteurs sur les « dysfonctionnements » du Château. Le chef de l'Etat entend y remédier grâce à la réorganisation de ses équipes élyséennes, avec notamment le remaniement de sa communication et la nomination d'un directeur général des services, l'actuel n° 2 de Pôle emploi, Jérôme Rivoisy.

Si un familier du pouvoir estime qu'il ne s'agit pas là d'une « tragédie mondiale », il relève toutefois que « le prix est cher » : « Cela a écorné les valeurs associées à cette majorité, car cela trahit une philosophie de commando, de vieilles fidélités. Ce n'est pas bon pour la majorité parlementaire, qui se sent moins exemplaire, moins nouveau monde… plus vulnérable. »

Ce n'est pas sans conséquences sur l'image du président, élu sur une promesse de renouvellement, observe Bruno Cautrès, qui relève toutefois que « sa baisse de popularité était enregistrée bien avant ». Outre l'image « d'une dérive monarchiste, d'un pouvoir arrogant et d'un bruit de fond sur le thème : *il protège ses proches* », les enquêtes d'opinion montrent, selon le chercheur à Sciences-po, que « cela a normalisé, banalisé » le président. Or, poursuit-il, c'est justement en cette période de doutes sur l'efficacité de sa politique que son « capital image » pourrait être « précieux ».

Phoca PDF